

Un nouveau départ pour le Projet d'urgence de démobilisation, réinsertion et réintégration du Burundi en 2006

A&N 2006, no. 4

L'année 2006 promet d'être décisive pour la Commission nationale de démobilisation, réinsertion et réintégration du Gouvernement du Burundi (CNDRR). Lors d'une retraite, qui a eu lieu du 16 au 19 janvier 2006 à Ngozi, une ville du nord du Burundi, le personnel du Secrétariat exécutif du Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP) et la Banque mondiale ont discuté les priorités stratégiques ainsi que le plan de travail et budget annuels du Projet national de démobilisation, réinsertion et réintégration du Burundi (PNDRR.)

Après avoir passé en revue les réussites et défis de l'année précédente, les participants se sont déclarés satisfaits de la performance des composantes de démobilisation et réinsertion à ce jour. Les domaines clés à améliorer en 2006 incluront la composante de réintégration sociale et économique, la réhabilitation médicale et une assistance adaptée pour la réintégration des ex-combattants invalides ainsi que les activités du PNDRR en matière de communication.

Les participants ont également passé en revue les recommandations et conclusions de l'évaluation externe des capacités institutionnelles du Secrétariat exécutif de la CNDRR. Le Secrétariat exécutif recommandera à la commission nationale un certain nombre d'initiatives permettant d'améliorer ses capacités de mise en œuvre du PNDRR, notamment en rationalisant les activités de la Commission et du Secrétariat exécutif, en renforçant les communications et la coopération internes ainsi que les mesures de formation du personnel.

La Banque mondiale et le Secrétariat du MDRP continueront à fournir une assistance technique et de supervision en fonction des besoins.

Selon Ingo Wiederhofer, chef d'équipe de la Banque mondiale pour le PNDRR, « l'année prochaine sera critique pour la réussite du PNDRR. Le programme a réussi à démobiliser un grand nombre d'ex-combattants mais le défi de la réintégration sociale et économique demeure, surtout dans un environnement où l'accès au marché du travail et à la terre reste limité. Nous nous réjouissons de collaborer avec le Secrétariat exécutif du PNDRR et les partenaires du MDRP pour relever ces défis en 2006.»



Martin Nduwimana, 1er Vice-Président (à droite), et Clotilde Niragira, Ministre de la Justice (à gauche), accueillent les participants

Actualités et à noter



Ingo Wiederhofer, Chef du groupe de travail pour le PNDRR (au milieu) et Madjior Dingamadji, Expert en DDR (à droite) parlent avec un membre de la presse

M. Martin Nduwimana, Premier Vice-Président de la République, s'est joint brièvement à la réunion, indiquant ainsi l'appui du gouvernement au PNDRR, qui est perçu comme un pilier principal de ses efforts visant à restaurer la paix et la sécurité au Burundi.

Lors d'un atelier ultérieur de discussion créative à Bujumbura, le Secrétariat du MDRP a invité les principales parties prenantes à discuter les questions et options relatives à un appui aux activités de démobilisation et réintégration des enfants soldats au Burundi après la clôture, prévue au 30 juin 2006, du Projet spécial du MDRP d'appui à la démobilisation, réintégration et prévention du recrutement des enfants ex-combattants (administré par l'UNICEF et le Bureau du Projet

national de l'enfant soldat.) Plusieurs étapes suivantes ont été convenues, notamment une évaluation des bénéficiaires, l'harmonisation des bases de données entre les parties prenantes et l'établissement d'un comité de suivi.

-- Article de Marie-Claire Nzeyimana, Mission résidente de la Banque mondiale, Burundi. On remercie aussi Ingo Wiederhofer pour ses rédactions.

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter

http://www.mdrp.org/French/index_fn.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.